



Paris, le 22 avril

## 2 mois de mobilisation : face au mépris du gouvernement, le 93 contre-attaque !

*Pendant les congés scolaires, l'intersyndicale 93 a été reçue à deux reprises, à Matignon le 10 avril puis au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le 15 avril. Malgré le fort soutien de la population et de nombreux·ses élu·es du département et une médiatisation importante du mouvement, le gouvernement a opposé une fin de non-recevoir aux revendications légitimes de la communauté éducative de la Seine-Saint-Denis mobilisée depuis près de deux mois.*

Dans le même temps, les annonces scandaleuses de Gabriel Attal ont continué de stigmatiser les jeunes et leurs parents et de s'aligner sur l'extrême-droite avec la population des quartiers populaires comme première cible.

En réponse à ces provocations, la Seine-Saint-Denis n'a de nouveau pas fait sa rentrée pour réclamer un plan d'urgence pour l'école publique, contre le « choc des savoirs ». Aujourd'hui, il y avait 30 % de grévistes dans le 1er et le 2nd degrés ; 1 200 manifestant·es ont défilé de la place du Trocadéro au Champ-de-Mars et l'AG parisienne qui a suivi a réuni 150 personnes. La mobilisation continue de s'amplifier, avec plus de monde dans la rue aujourd'hui que le 26 février dernier !

Contre le projet d'école autoritaire du gouvernement, contre l'embrigadement de la jeunesse, contre la stigmatisation des parents et la montée des idées d'extrême-droite sur le terrain de l'école et face à cette surenchère sécuritaire et réactionnaire, nous revendiquons une école émancipatrice pour toutes et tous. Dans un département qui subit tout particulièrement l'offensive raciste du gouvernement qui vise à stigmatiser sa population et nos élèves, l'assemblée générale des personnels du 93 soutient toutes les initiatives de défense, notamment des mineur·es isolé·es, comme le Collectif des mineur·es isolé·es de Belleville. Iels occupent actuellement la Maison des Métallos (Paris 11e).

Quand le gouvernement ne propose que répression et mise au pas, nous proposons un plan d'urgence pour tou·tes : 2 collectifs budgétaires dédiés, 358 millions d'euros pour les moyens humains et un autre pour le bâti scolaire.

**Au vu du mépris du gouvernement pour nos revendications, l'AG pour un plan d'urgence pour l'école publique dans le 93, contre le « choc des savoirs » et l'intersyndicale 93 appellent à :**

- **reconduire la grève partout où c'est possible** cette semaine, afin de construire, par toutes les actions possibles, la poursuite de la mobilisation (tournées, actions de visibilisation, réunions publiques, nuits des écoles et des établissements...);

- **participer, mercredi 24 avril, au rassemblement de soutien aux 12 maires** ayant pris un arrêté mettant en demeure l'État de garantir l'égalité devant le service public d'éducation dans le 93, au tribunal administratif de Montreuil à 9h45 (7, rue Catherine Puig - Métro Robespierre) ;

- **participer, mercredi 24 avril, au rassemblement de soutien à l'intersyndicale FSU 93, FNEC 93, CGT Éduc'action 93, Sud éducation 93** reçue en audience à la DSDEN de Bobigny pour les UPE2A à 17h ;

- faire grève et participer jeudi 25 avril au rassemblement en soutien à nos collègues de la PJJ, à 13h sur le parvis du tribunal de Bobigny ;

- **nous rendre visible lors de la manifestation du 1er mai et poursuivre le 2 mai** la mobilisation dans le 93 par la grève et la manifestation ;
- **soutenir avec toutes nos forces le rassemblement du 5 mai organisé avec la FCPE 93** au parc de la Bergère à Bobigny, en lien notamment avec les associations d'éducation populaire et la LDH ;
- l'intersyndicale nationale à préparer une journée de grève pour un choc des moyens, contre le « choc des savoirs », dès la rentrée de la dernière zone de congés scolaires
- **maintenir la pression sur la ministre et le gouvernement jusqu'à obtention de nos revendications, notamment en préparant une grève massive le mardi 14 mai.**

Lors de l'audience au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Nicole Belloubet nous a présenté la réforme du « choc des savoirs » comme une réponse à nos revendications. Nous réaffirmons notre opposition à cette réforme et au tri social de nos élèves dans des groupes de niveau. Dans cette perspective, nous appelons à rejoindre massivement la grande journée de manifestations en défense de l'école publique, contre le « choc des savoirs », le 25 mai prochain.

—

### **Motion de l'AG de Saint-Denis adoptée par l'AG éducation 93 du lundi 22 avril 2024**

La Seine-Saint-Denis n'a de nouveau pas fait sa rentrée pour réclamer un plan d'urgence pour l'école publique contre le « choc des savoirs » et à la suite des annonces de Gabriel Attal qui veulent faire de l'école un lieu d'embrigadement pour nos élèves. Nous avons été choqué·es par les annonces qui stigmatisent la jeunesse et leurs parents, les taxant de défaillant·es, à commencer par les quartiers populaires en renforçant l'extrême droite par le biais de l'école.

Nous refusons leurs projet d'école, nous refusons l'embrigadement de la jeunesse, nous refusons la stigmatisation des parents et la montée des idées d'extrême-droite sur le terrain de l'école. Pour la jeunesse, le gouvernement ne propose que répression et mise au pas alors que nous avons besoin de moyens massifs pour tou·tes.

Au vu du mépris du gouvernement pour nos revendications, nous appelons la jeunesse, les parents, les travailleur·euses à nous rejoindre en réunion de quartier pour amplifier notre mobilisation et se battre à nos côtés face à un gouvernement de plus en plus autoritaire et pour un plan d'urgence pour l'école publique dans le 93, contre le choc des savoirs.